

L'offensive développementiste de Morales

Eve B. Araoz

Numéro 793, novembre–décembre 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86717ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Araoz, E. B. (2017). L'offensive développementiste de Morales. *Relations*, (793), 9–10.

L'OFFENSIVE DÉVELOPPEMENTISTE DE MORALES

Les mégaprojets se multiplient en Bolivie, accentuant la confrontation entre le gouvernement Morales et plusieurs mouvements sociaux et autochtones.

Eve B. Araoz*

L'auteure, chercheuse bolivienne, est doctorante en écologie interdisciplinaire à l'Université de Floride

Lancé en 2011, le controversé projet de construction d'une autoroute en plein cœur du Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure (TIPNIS), dans les départements du Beni et de Cochabamba, en Bolivie, est à la source d'un important conflit qui perdure. Il oppose principalement les peuples autochtones amazoniens habitant le territoire au gouvernement d'Evo Morales, qui cherche à imposer la construction de cette autoroute sans considérer les autres tracés possibles et en réprimant les mouvements d'opposition¹.

Les importantes mobilisations autochtones et écologistes des dernières années semblaient avoir freiné le projet, notamment en forçant l'adoption d'une loi décrétant «l'intangibilité» du TIPNIS. Les tensions ont toutefois été ravivées le 3 juillet dernier quand Domingo Nogales, le président de la Subcentral TIPNIS (une organisation qui représente les peuples autochtones du territoire), a présenté devant l'Assemblée législative plurinationale du pays un projet de loi (n°266) annulant cette «intangibilité», ouvrant ainsi la voie à la construction de l'autoroute et à toute forme d'investissement privé sur le territoire. Ce projet de loi avait d'abord été élaboré au sein de l'Assemblée législative du département de Cochabamba pour répondre aux intérêts de différents secteurs privés nationaux et internationaux, notamment les producteurs de feuille de coca, qui attendent impatientement la construction de l'autoroute pour défricher de nouvelles terres. Le projet de loi n'ayant jamais été débattu au sein des communautés qui habitent le TIPNIS – plus précisément la partie zonée «Territoire indigène» –, la majorité de ces dernières ont immédiatement décidé de retirer leur confiance à Domingo Nogales, ne le reconnaissant plus comme leur représentant légitime. Elles ont par ailleurs déclaré l'«état d'urgence» pour la défense de leur territoire. Malgré ces pres-

sions et les nombreuses protestations, le projet de loi 266 fut adopté le 13 août dernier de manière expéditive et entachée d'irrégularités par le Parlement, contrôlé à majorité par le Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti du président Morales.

Depuis, les actions de résistance se sont intensifiées, mais aussi la persécution et la détention illégale de leaders autochtones opposés au projet d'autoroute et à ses conséquences néfastes pour le territoire. Certains points d'accès au TIPNIS ont aussi été militarisés, suscitant une grande préoccupation chez ses habitants de même que chez ceux qui appuient la résistance autochtone.

Le conflit du TIPNIS, en plus d'être un axe central du débat national en Bolivie, est aussi un exemple patent des contradictions du gouvernement Morales et de ses méthodes pour mener à bien ses nombreux mégaprojets : division des organisations sociales et autochtones ; cooptation et subornation de leaders ; violations systématiques des normes environnementales, des droits autochtones et de la Constitution – pourtant adoptée par ce gouvernement – ; persécution politique et intimidation. Car si le cas du TIPNIS est emblématique, plusieurs autres attestent l'offensive extractiviste et développementiste du gouvernement Morales : les projets de barrages hydroélectriques El Bala, Chepete et le complexe Rositas (tous trois situés dans des aires protégées et/ou dans des territoires indigènes) ; le projet de centrale nucléaire dans la ville de El Alto, en banlieue de La Paz ; l'exploration d'hydrocarbures dans la Réserve nationale de faune et de flore Tariquíá (dans le département de Tarija) ; sans oublier les concessions minières accordées dans tout l'Altiplano et sur le mont Illimani, une icône nationale dont les glaciers sont une importante source d'eau douce pour le département de La Paz, qui a récemment connu de graves pénuries.

La magnitude de ces travaux représente par ailleurs des investissements publics colossaux équivalant à 100% du PIB actuel d'ici 2025, alors que le retour sur investissement pour l'État est loin d'être garanti. En effet, les marchés d'exportation de l'énergie produite ne sont pas acquis et une part importante des profits seront accaparés par les multination-



Les manifestations en défense du TIPNIS se multiplient depuis 2011, mais leur répression par les forces de l'ordre s'est aussi intensifiée. Photo: PC/Juan Karita

nales étrangères derrière la plupart de ces grands projets. Ainsi, non seulement met-on à risque la survie des peuples autochtones de l'Amazonie, le patrimoine naturel et culturel du pays et la stabilité climatique, mais aussi les finances publiques, qui seront minées par les dettes que laisseront à coup sûr ces projets pour les décennies à venir.

Le portrait peut donc sembler décourageant, notamment pour ceux et celles qui ont jadis vu dans l'arrivée au pouvoir du MAS une source d'espoir. La répression étatique de toute forme de résistance et même de toute critique s'intensifie en effet chaque jour. Sur le terrain, il n'est pas rare d'entendre des leaders autochtones dire «s'il m'arrive quelque chose, je veux que vous sachiez que c'est le gouvernement qui en est responsable». Malgré le pessimisme ambiant, ce qui a toujours fait la force de la Bolivie permet aujourd'hui d'alimenter une nouvelle lueur d'espoir: ses mouvements sociaux. Devant la répression et l'autoritarisme croissants de l'État, des alliances se tissent. De celles qui, par le passé, ont montré qu'elles pouvaient déplacer des montagnes². ©

* Traduit de l'espagnol par Emiliano Arpin-Simonetti

1. Voir E. B. Araoz, «Bolivie: les paradoxes du gouvernement Morales», *Relations*, n° 784, mai-juin 2016.

2. Voir «Les Autochtones de Bolivie et d'Équateur, des sources d'inspiration. Entrevue avec Denis Langlois», *Relations*, n° 790, mai-juin 2017.

DÉRIVES INQUIÉTANTES EN POLOGNE

Les réformes ultra-nationalistes du parti Droit et Justice au pouvoir se poursuivent.

Jean-Yves Potel

L'auteur est écrivain et historien, spécialiste de la Pologne

Les tensions montent au sein de l'Union européenne. Une procédure d'infraction à l'État de droit a été ouverte l'an dernier contre le gouvernement polonais. Le vice-président de la Commission, Frans Timmermans, le président français, Emmanuel Macron et la chancelière allemande, Angela Merkel, expriment une même préoccupation. «Nous ne pouvons pas nous taire», disait Angela Merkel, fin juillet.

Que se passe-t-il en Pologne? Formé après les élections de l'automne 2015, le gouvernement s'est fait élire sur un programme populiste, national et conservateur. Il répondait aux mécontentements à l'égard des gouvernements précédents de centre droit ultralibéral, perçus comme responsables d'un accroissement des inégalités socioéconomiques, d'une nouvelle insécurité sociale et de corruptions morales sinon matérielles. Sur cette base, le parti Droit et Justice (PiS, selon l'acro-



Vigile citoyenne dans les rues de Poznań, en Pologne, le 20 juillet 2017, pour s'opposer aux réformes de la justice du gouvernement. Photo: Flickr/Sakuto.

nyme polonais) de Jarosław Kaczyński et d'Andrzej Duda (nouveau président de la République), s'est allié avec le mouvement protestataire Kukiz'15 animé par l'ancien rocker Pawel Kukiz, fort de 21% des suffrages et proche de l'extrême droite. Légiférant à toute allure et avec détermination, la coalition s'est lancée dans un «bon changement», selon leur slogan, remettant en cause nombre des acquis de ces 25 dernières années suivant la chute du communisme.

Le gouvernement a surpris en commençant par des réformes institutionnelles. Non annoncées lors des campagnes électorales, elles aboutissent toutes à une mainmise autoritaire du PiS sur les institutions (réforme du Tribunal constitutionnel, nominations d'amis politiques dans les médias publics, contrôle des services de renseignement, des institutions judiciaires, de l'éducation, etc.). Ces réformes remettent en cause les principes mêmes de l'État de droit inscrits dans les traités européens ratifiés par la Pologne, notamment le principe de sépara-

